

Revitaliser notre DÉMOCRATIE

Le Vif/L'Express s'associe à LN24 et à eChange, laboratoire de convergences politiques, pour organiser six débats d'un genre nouveau. Objectif? Construire, avec l'appui d'experts et de citoyens, des remèdes aux maux qui minent notre système politique.

PAR OLIVIER MOUTON • ILLUSTRATION : CHARLES MONNIER

Six villes, six thèmes, six débats. Du mercredi 20 mars au mercredi 15 mai, Le Vif/L'Express bat la campagne électorale en partenariat avec LN24, la future première chaîne d'information continue en Belgique francophone, et le mouvement eChange, qui se définit comme un « laboratoire de convergences politiques ». Ensemble, nous tenterons de dessiner des ambitions et des projets mobilisateurs, de la nécessité de revitaliser notre démocratie à la gestion des flux migratoires en passant par la mobilité, la transition énergétique ou la justice fiscale. Avec, à la clé, six dossiers rédactionnels esquissant les solutions possibles pour jeter les bases de lendemains réenchantés. En les confrontant aux responsables politiques.

DIAGNOSTIC La politique est inefficace et rejetée

Au départ de cette démarche, un constat peu réjouissant : « Aujourd'hui, beaucoup pensent que nos enfants vivront moins bien que la génération qui précède, résumement les responsables d'eChange. Les grands défis sont bien perçus, mais le monde politique semble impuissant à prendre ces challenges à bras-le-corps et le désenchantement à l'égard de la démocratie ne cesse de s'amplifier. Vision à court terme et partisane, lasagne institutionnelle, manque d'ambition et de courage, affairisme qui semble montrer que certains de nos représentants n'utilisent leur fonction qu'à leur seul profit : la démocratie ne semble plus efficace pour résoudre les problèmes. » Un constat dur, mais largement partagé. Car notre système représentatif est malade à



différents titres (voir infographie en page 17). Les enquêtes montrent que le fossé ne cesse de se creuser entre les élus et les citoyens. En témoignent, notamment, l'augmentation de l'abstention lors des scrutins ou la tentation des jeunes pour les extrêmes. Ce rejet est aussi, paradoxalement, un appel à davantage de politique. Autrement.

Soucieux de sortir de ce marasme, deux hommes échangent des sms, fin 2016. Le premier, Jean-Michel Javaux, est ancien coprésident d'Ecolo, bourgmestre d'Amay et patron de Meusinvest. Le second, Laurent de Briey, est professeur de philosophie politique et chef de cabinet de Marie-Martine Schyns (CDH), ministre de l'Éducation, en charge du processus de préparation du Pacte d'excellence pour réformer l'école. « Il y avait eu un préalable à notre démarche, à sa-

voir la carte blanche publiée dans *Le Soir* et *De Standaard* en mai 2016 par trois patrons (NDLR : Bernard Delvaux, de la Sonaca, Baudouin Meunier, des cliniques UCL – Mont-Godinne et Johnny Thys, ex-CEO de bpost) appelant à sortir des carcans habituels pour se mobiliser autour de grands projets, explique Jean-Michel Javaux. Ils avaient été reçus dans les différents bureaux des partis à l'époque pour faire avancer concrètement les choses. Cela avait suscité beaucoup d'espoir, mais sans lendemains. »

L'ancien patron d'Ecolo, qui a pris du recul avec la politique nationale après la sixième réforme de l'État en 2011, se retrouve dans cette volonté de « revitaliser la politique ». « J'avais, moi aussi, fait un cheminement au départ de mon expérience, raconte-t-il. Quand nous étions au gouvernement, je regrettais

l'énergie que certains déployaient pour empêcher qu'une bonne idée aboutisse, plutôt que de tout faire pour qu'elle adienne, même sans en revendiquer la paternité. Passionné de football, j'ai été peiné par notre incapacité à aboutir à un accord pour accueillir un match de l'Euro 2020, quel que soit le stade. Sans oublier l'exemple du RER, dont la mise en œuvre prend tant de temps. »

Fin 2016, Jean-Michel Javaux et Laurent de Briey envoient donc, tous les deux, un message à une petite dizaine d'interlocuteurs issus de différents milieux et de plusieurs horizons politiques : « Bonjour, si une rencontre prise de contact de différentes personnes de confiance issues du monde académique, économique, politique et observateurs de l'actualité devait se dérouler, accepterais-tu d'y participer sans arrière-pensées de court

ou moyen terme ? L'objectif : créer un réseau transversal interpartis inter-appartenances qui veut dépasser les clivages et qui réfléchit sans tabous sur des questions économiques, éducationnelles et politiques de demain. » « La première réunion est une vraie anecdote, confie Javaux. Les personnes ont été invitées sans savoir avec qui elles allaient se retrouver. Nous étions pratiquement avec une cagoule, comme dans *Tintin et les cigares du Pharaon*. Notre ambition était de nous nourrir intellectuellement, en sortant d'une logique de parti où l'on est tenu par son programme et en confrontant ses idées sans que ce soit sur un plateau de télévision. »

« Ce qui m'a frappé au début, c'est le côté thérapie de groupe de la part de gens qui ont été impliqués en politique et qui faisaient une remise en question d'eux-mêmes, ajoute Laurent de Briey. Comment, alors que l'on a tant donné et tant voulu, arriver à ce désamour ? Ce constat du fossé avec le citoyen et de notre inefficacité à résoudre les défis du moment ont fortement alimenté les premiers débats. Nous avons eu le sentiment qu'il fallait travailler sur la méthode, en s'inspirant de la carte blanche des patrons incitant à travailler par projets, au départ d'une vision commune. »

Parmi les invités à la première rencontre secrète, Didier Gosuin (DéFI), ministre régional bruxellois, partage les préoccupations de ses collègues. « Notre Etat dysfonctionne, explique-t-il. Nous avons accumulé des réformes institutionnelles, non dans un souci d'efficacité, mais pour régler des problèmes politiques. Sans jamais faire l'évaluation des mesures prises. Un principe paralysant, c'est la suppression de toute hiérarchie des normes. Nous sommes dans un fédéralisme d'opposition et non de coopération. Prenons le cas de la congestion automobile qui paralyse Anvers ou Bruxelles : tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut changer de modèle, parce que cette congestion nous pénalise sur le plan environnemental et économique, mais nous sommes incapables de monter ensemble un projet. »

« De surcroît, prolonge Didier Gosuin, les partis ont reproduit ces dysfonctionnements. C'est difficile dans ce pays de dire que l'on adhère à des valeurs et à un parti, et en même temps que l'on recherche avec d'autres les meilleures fa-

çons d'organiser la société. Ou – et c'est peut-être une pierre dans le jardin médiatique – sans que l'on y voie l'ébauche d'une nouvelle structure politique qui va concurrencer les autres. Cette manière de travailler en silo est une grande faiblesse. Voilà pourquoi la démarche d'eChange m'a motivé : nous sommes là au cœur du problème. »

AMBITION Un laboratoire de convergences

Six mois après la création d'eChange, à l'été 2017, des fuites dans la presse évoquent la possibilité que ce mouvement informel devienne un nouveau parti politique, au centre de l'échiquier, fédérant des membres du CDH, d'Ecolo, de DéFI ou encore, des déçus du MR et du PS. L'heure est, il est vrai, à la recomposition menée tambour battant, en France, par Emmanuel Macron. Certains, y compris au sein de la structure, y voient un exemple à suivre. « Cette sortie non voulue dans les médias a refroidi bien de gens qui soutenaient la démarche, regrette Isabel Castelny, ancienne porte-parole du ministre fédéral Melchior Wathelet (CDH). C'est malheureux parce que nous avons toujours été clairs : nous ne sommes pas un parti politique, nous ne voulons pas l'être et nous ne le serons jamais. » L'intention est plutôt de devenir un laboratoire de convergences politiques. Ce faisant, eChange veut être une partie de la solution au problème démocratique.

« Cette volonté de trouver des convergences nous distingue d'autres mouvements qui veulent, au contraire, construire des rapports de force, ajoute Laurent de Briey. Le problème des rapports de force, c'est que ce sont en général les dominants qui gagnent. Le système politique actuel fait tout, en outre, pour susciter les divergences. Il nous semble important de favoriser les convergences parce qu'il y a déjà trop de partis, trop de lignes de fractures – c'est d'ailleurs pour cela aussi que nous ne voulions pas devenir un parti. » « Le but est d'éviter que la société ne se divise entre cow-boys et Indiens comme c'est le cas en France aujourd'hui, prolonge Jean-Michel Javaux. Nous voulons jeter des ponts entre des secteurs qui ne se parlent pas d'habitude afin qu'ils travaillent ensemble. Dans le groupe fiscal, il y avait, par exemple des membres des services

d'étude de la FGTB, de la CSC, de la FEB, des patrons et des professeurs de droit fiscal pour évacuer les tabous et réfléchir la société sur le long terme. »

A la suite des fuites dans la presse, les initiateurs politiques du mouvement prennent un peu de recul et des coordinateurs moins « suspects » développent la dynamique. Objectif ? Faire d'eChange « une plateforme mobilisant au-delà des logiques partisanes et des clivages traditionnels ». Avec le souhait de renouer le lien entre politique et société civile. « Notre premier objectif, c'est d'aérer la politique, de faire circuler entre les différents mondes des idées que l'on tuait dans l'œuf simplement en raison de leur émetteur, souligne Edoardo Traversa, professeur de droit fiscal à l'UCL, devenu l'une des chevilles ouvrières du mouvement. Il s'agit de se projeter vers l'avenir, de trouver des solutions, mais aussi de faire en sorte que l'on soit bien d'accord sur le constat et les ambitions. La grande difficulté du débat politique actuel, c'est que l'on ne prend plus le temps d'expliquer la réalité aux citoyens. »

En récréant du lien et en combattant les blocages, il s'agit de rendre au système son efficacité. « Nous ne sommes certainement pas antipolitiques, nous voulons faire de la politique autrement, appuie Baudouin Meunier, coauteur de la carte blanche des patrons et l'un des coordinateurs de ces grands travaux. Après notre carte blanche de mai 2016, la réaction d'un politologue de la KU-Leuven m'a frappé : il disait en substance qu'il faudrait choisir un jour entre démocratie et efficacité. Si l'on en arrive là, je ne suis pas sûr que les gens choisiront la démocratie. Rappelons pourtant que la Grande-Bretagne a dominé le XIX^e siècle parce qu'elle était le premier pays à avoir embrassé la démocratie. Si on y a construit les infrastructures ayant permis la révolution industrielle, c'est parce qu'il y avait un Parlement utilisant l'argent du contribuable non pas pour enrichir le roi, mais pour construire l'avenir du pays. Cela me frappe aussi de voir grandir le sentiment que nos enfants vivront moins bien que nous-mêmes. Ce n'est pas possible. Il faut arriver à redonner de l'espoir ! »

Forte de son expérience de dix années à la tête de la simplification administrative wallonne, Béatrice van Bastelaer a rejoint plus tard la dynamique d'eChange

pour encourager une autre manière de fonctionner. « Aujourd'hui, c'est considéré comme une faiblesse de voir qu'un politique reconnaisse la qualité d'une idée émanant d'un autre parti alors que nous sommes tous persuadés que c'est une force, explique-t-elle. Le fonctionnement partisan, à courte vue, contribue au désamour entre politique et citoyen. Le monde politique se coupe des tendances de fond de la société. Dans les théories de transformation managériales, on parle de coconstruction, d'intelligence collective, de reconnaître les avis des uns et des autres, de partir d'avis divergents pour construire ensemble. » Voilà ce qui serait la voie à suivre.

MÉTHODE Echanger et changer

eChange contient en lui les deux mots clés de son mode de fonctionnement. Echanger : pour dépasser les logiques partisans et les clivages traditionnels. Changer : pour faire de la politique autrement et élaborer des ambitions de long terme autour de projets structurants, avec la participation des citoyens.

« Nous avons logiquement décidé de mettre nous-mêmes en œuvre la méthodologie que l'on propose au monde politique, explique Baudouin Meunier. En mars 2018, nous avons élaboré notre mode de fonctionnement lors d'une réunion organisée au Standard de Liège. Nous avons tout d'abord défini les cinq valeurs qui constituent notre ADN, résumées en cinq mots : émancipation, entreprendre, environnement, équité

et Europe. Nous avons ensuite déterminé dix thèmes sur lesquels nous pourrions travailler, avant de lancer des groupes de travail sur les six premiers privilégiés lors d'un vote par les internautes. Croyez-le ou pas, c'est à partir de ce moment-là

que le Standard s'est remis à gagner. »

Depuis lors, six groupes de travail mènent une réflexion de fond sur la démocratie, la mobilité, la justice sociale et fiscale, la transition économique, la transition énergétique et la migration. Ceux-ci réunissent, sous la houlette des coordinateurs d'eChange, des représentants de différents mondes appelés à se parler : universités, syndicats, patrons, associations, membres de l'administration... Le mouvement a aussi mené une première série de consultations citoyennes, dans différentes villes, pour nourrir sa réflexion. « Depuis le début de nos travaux, il y a eu une interaction constante entre la dimension participative et l'idée qu'il faut aussi une impulsion par le haut, souligne Laurent de Briey. Cette méthode est fondamentale. Je reste insatisfait – et c'est une des raisons de notre semi-réussite – parce que construire un tel mouvement par le bas, cela demande des ressources, du temps et de l'argent que nous n'avions pas. »

« eChange est un laboratoire, insistent Isabel Casteleyn et Béatrice van Bastelaer. Quand un scientifique entre dans son laboratoire pour chercher un remède à une maladie, il ne sait pas combien de temps cela va durer, ce qu'il va trouver, ni même s'il va trouver, mais il bosse quand même pour innover. Nous sommes au tout début de quelque chose. Lors des débats que nous avons organisés, des tas de choses positives se sont passées dans un respect absolu entre les différents participants. Notre force, c'est de développer des pistes de façon constructive pour soigner cette madame politique qui ne va pas bien et qui a besoin que l'on s'occupe d'elle. »

En soi, la dynamique d'eChange et sa méthodologie se veulent une première piste de remède au malaise démocratique actuel – un chemin sur lequel Le Vif/L'Ex-

press s'est engagé lui aussi : depuis plusieurs mois, nous assistons à des tables rondes organisées avec des experts. Jusqu'au 15 mai, Le Vif/L'Express évoquera donc six questions qui préoccupent les citoyens dans des dossiers publiés dans le magazine. Y répondent six débats publics, dont le premier a eu lieu le mercredi 20 mars à Mons. Le mercredi 27 mars à Bozar (Bruxelles), cap sur la mobilité, une métaphore d'une Belgique fédérale bloquée. L'objectif est toujours le même : faire converger experts, politiques et citoyens sur des solutions.

« C'est un signe d'être arrivé à ce stade de notre réflexion au moment où les jeunes manifestent pour le climat, souligne Jean-Michel Javaux. Car ils mettent précisément en avant des réflexions à long terme en se préoccupant moins d'enjeux à court terme, comme le prix du carburant. Quand eChange a vu le jour, nous étions en pleine arrivée de Donald Trump aux Etats-Unis, de Matteo Salvini en Italie et en pleine dérive de Viktor Orban en Hongrie, avec une grande tension politique au niveau international. Cela reste le cas mais, chez nous, il y a visiblement un momentum possible avec la mise hors-jeu de la N-VA ou le consensus politique francophone sur la loi Climat. C'est comme si on ouvrait les portes et les fenêtres. Notre volonté d'action s'inscrit toutefois bien dans le long terme.

Benoît Derenne, responsable de la Fondation pour les générations futures, résume : « Cette quête d'une démocratie responsable et participative est un combat à mort face à la lame de fond populiste ». Ce premier débat sur la démocratie est peut-être celui qui bousculera la Belgique – et l'Europe tout entière – ces dix prochaines années. Voilà pourquoi il est urgent de formuler des propositions soutenables. ▮